



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240408-lmc1325250-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mercredi 10 avril 2024
Date de publication : 10/04/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 8 AVRIL 2024**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2

OBJET DE LA DECISION

N° 24/204

**24CONV01- CONVENTION
POUR LA CONSTITUTION
D'UN GROUPEMENT DE
COMMANDES AVEC LA
COMMUNE DE TOULON -
TRAVAUX DE MISE EN
SECURITE ET DE
CONFORTEMENT DU MONT
FARON - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Arnaud LATIL.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/204

BUREAU DU 8 AVRIL 2024

**O B J E T : 24CONV01- CONVENTION POUR LA CONSTITUTION
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA
COMMUNE DE TOULON - TRAVAUX DE MISE EN
SECURITE ET DE CONFORTEMENT DU MONT FARON
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L 2113-6 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU le projet de convention annexé à la présente,

CONSIDERANT que le périmètre géographique soumis aux risques géologiques de chutes de blocs et de masses rocheuses du Mont Faron est constitué d'un ensemble de terrains relevant de la Métropole TPM et, d'un ensemble de terrains privés sur lesquels la ville de Toulon pourrait intervenir au titre des pouvoirs de police de Madame le Maire,

CONSIDERANT que la sécurisation des zones habitées du Mont Faron est en cours depuis 2019,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de réaliser des travaux de mise en sécurité et de confortement dans le secteur Sud compte tenu du risque reconnu particulièrement « élevé »,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de constituer un groupement de commandes afin de rationaliser les coûts,

CONSIDERANT que les membres souhaitant adhérer à ce groupement sont la ville de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, cette dernière étant coordonnateur du groupement,

CONSIDERANT que le groupement de commandes donnera lieu à un marché ordinaire conclu pour une durée de 4 ans ferme,

CONSIDERANT que l'estimation pour la durée du marché est de 4 955 850 € HT soit 5 947 020 € TTC réparti comme suit :

- 3 430 250 € HT soit 4 116 300 € TTC pour la Métropole TPM
- 1 525 600 € HT soit 1 830 720 € TTC pour la commune de Toulon,

CONSIDERANT que chaque membre du groupement gère, à la notification du marché, l'exécution intégrale de son marché,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ADHERER au groupement de commandes relatif aux travaux de mise en sécurité et de confortement du Mont Faron pour la ville de Toulon et la Métropole TPM.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de groupement de commandes entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la ville de Toulon.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 8 avril 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0





LA NOUVELLE SIGNATURE DE TOULON

**24CONV01 - CONVENTION POUR LA CONSTITUTION
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2113-6 DU CODE
DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**Mise en sécurité et de confortement du Mont
Faron
Travaux pour les réalisations de parades
contre les chutes de blocs rocheux et
terrains instables**

SOMMAIRE

1 – OBJET DE LA CONVENTION	4
2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT	5
3 – DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT	5
4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT	5
5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT	6
6 – OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT	6
7 – FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS	6
8 – DUREE DU GROUPEMENT	7
9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE	7
10 - MESURES COERCITIVES - RESILIATION	7
11 – LITIGES	7

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Commune de Toulon, représenté par Monsieur Robert CAVANNA, Adjoint délégué aux Marchés et Contrats Publics, agissant par délibération n°..... en date du déposée à la Préfecture du Var le et par arrêté de délégation reçu du Maire,

Et

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant par décision du Bureau Métropolitain n° en date du, déposée à la Préfecture du Var le,

Ci-après désignée T.P.M.

PREAMBULE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée compte parmi ses compétences la mise en valeur touristique et environnementale du massif du Mont Faron.

Ce site d'exception, classé au titre de la loi paysage et « site NATURA 2000 » connaît depuis de nombreuses années des problèmes liés à une importante instabilité rocheuse.

Le périmètre géographique qui est soumis aux risques géologiques de chutes de blocs et de masses rocheuses du mont Faron est constitué d'un ensemble de terrains relevant de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, et d'un ensemble de terrains privés sur lesquels la Ville de Toulon pourrait intervenir au titre des pouvoirs de police de Monsieur le Maire.

La sécurisation des zones habitées du Mont Faron est en cours depuis 2019. La réalisation de l'ensemble des études, études environnementales, dossiers réglementaires et des travaux est prévue sur un délai global de 15 ans.

Compte tenu du niveau de risque reconnu particulièrement « élevé » dans le secteur Sud du Faron, la nouvelle programmation des travaux de confortement et de mise en sécurité contre les chutes de blocs rocheux est établie sur 4 ans. Elle va permettre de :

- d'assurer un traitement technique homogène et compatible des ouvrages d'interception de blocs rocheux d'une même zone, réalisés à plusieurs années d'intervalle,
- garantir les ouvrages lorsque les haubans des extrémités des écrans de filets se croisent,
- garantir les responsabilités des maîtres d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre, induites par la réalisation de travaux inter dépendants,
- d'optimiser les investissements publics et de la coordination nécessaires des interventions pour la réalisation des derniers travaux du secteur Sud. Les 3 premiers secteurs ayant été mis en sécurité entre 2021 et 2022 (CT13, CT14 et MT25).

Pour cette raison, les acheteurs ont décidé, par la présente convention de constituer un

groupement de commandes régi par les dispositions des articles L2113-6 à L 2113-8 du Code de la commande publique.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique, de constituer un groupement de commandes entre les personnes visées ci-dessus et de définir ses modalités de fonctionnement.

La présente convention et le principe du groupement de commandes ont été adoptés par délibérations visées ci-dessus et jointes en annexes à la présente convention.

Ce groupement de commande donnera lieu, pour l'ensemble des membres, à un marché de **travaux de sécurisation du Mont Faron contre le risque d'éboulement rocheux sur les secteurs LT30, LT32, LT33, MT22 et MT23**, passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° (AO ouvert) du Code de la commande publique.

Marchés de travaux à prix global et forfaitaire - pour la mise en sécurité et le confortement du secteur Sud du Faron – pour les Projets LT32, LT33, sous maîtrise d'ouvrage TPM et LT30, MT22 et MT23 sous maîtrise d'ouvrage Ville de Toulon.

La durée du marché à prix global et forfaitaire visés en préambule est de 4 ans pour les travaux de mise en sécurité et de confortement du secteur Sud, à compter de l'ordre de service de démarrage par chaque collectivité.

Le montant estimé global 4 955 850 H.T est réparti comme suit :

Métropole TPM :

Projet	Année de programmation	Année limite de notification	Montant estimé des travaux
LT32	2024	2024	254 850 € H.T
LT33	2025-2026	2025	3 175 400 € H.T
Sous-total			3 430 250 € H.T

Ville de Toulon :

Projet	Année de programmation	Année limite de notification	Montant estimé des travaux
LT30	2027	2027	312 400 € H.T
MT22	2025-2026	2025	976 425 € H.T
MT23	2024	2024	236 775 € H.T
Sous total			1 525 600 € H.T

Toutefois eu égard aux instabilités de terrains pouvant survenir à tout moment sur chacun des secteurs des projets ci-dessus désignés, chaque membre du groupement se réserve la possibilité de faire exécuter les travaux de l'un de ces projets plus précocement que la programmation initialement définie.

2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT

L'adhésion au groupement de commande est subordonnée :

- à l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif ;
- à la signature de la présente convention ;
- au respect de l'ensemble de ses dispositions.

Toute nouvelle adhésion est, en outre, soumise à l'approbation de l'ensemble des membres du groupement, à la signature d'un avenant à la présente convention et au respect de l'ensemble de ses dispositions éventuellement modifiées par l'avenant.

Une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Si l'un des membres souhaite quitter le groupement, les autres membres statueront sur l'opportunité de maintenir ce groupement.

La disparition du groupement constitue l'un des cas de résiliation de la présente convention.

Si le maintien du groupement est décidé, un avenant à la présente convention devra être établi.

Dans ces conditions, une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

3 – DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Les membres du groupement désignent en qualité de coordonnateur :

- la Métropole Toulon Provence Méditerranée (M.T.P.M).

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur du groupement et par chaque membre du groupement.

4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique, le coordonnateur du groupement est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par ledit Code, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant, de signer et notifier le marché.

Il est notamment chargé de :

- Transmettre au contrôle de légalité et notifier la présente convention signée aux autres membres du groupement ;
- Recueillir et synthétiser les besoins des adhérents ;
- Élaborer le dossier de consultation des entreprises en ses pièces techniques, financières et administratives en collaboration avec la commune de Toulon ;

- Procéder aux opérations de mise en concurrence ;
- Répondre aux questions des candidats ;
- Rédiger le rapport d'analyse des offres en collaboration avec la commune de Toulon ;
- Organiser la Commission d'Appel d'Offres ;
- Informer les candidats non retenus ;
- Faire paraître les avis d'attribution ;
- Signer le marché au nom des membres du groupement et le transmettre au contrôle de légalité ;
- Notifier le marché au nom des membres du groupement ;
- Représenter le groupement en cas de contentieux lié à la procédure de passation du marché.

Chaque membre exécutera le marché concerné pour ses propres besoins selon les modalités visées à l'article 6 infra

5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT

Les membres du groupement décident que la Commission d'Appel d'Offres du groupement est celle du coordonnateur.

6 – OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement a l'obligation de définir, préalablement au lancement des procédures, ses besoins propres : nature et étendue des besoins à satisfaire.

Chaque membre du groupement s'engage à assurer ses besoins propres, tels que figurant dans le cahier des charges et définis à l'article 1er de la présente convention.

L'exécution du marché sera réalisée selon les modalités suivantes :

- Exécution budgétaire par chaque membre du groupement de commandes (passation des bons de commandes, réception et paiement des factures, ...)
- Exécution technique et opérationnelle également par chaque membre du groupement de commandes (envoi des ordres de services le cas échéant, passation des bons de commandes, gestion des livraisons/livrables)
- Exécution juridique et administrative par chaque membre du groupement de commandes (reconduction, révision, application de pénalités, obtention des attestations fiscales et sociales, mesures coercitives, ...).

7 – FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS

Les fonctions de coordonnateur ne donnent pas lieu à indemnisation.

Les coûts de procédure relatifs à la publicité (avis de consultation + avis d'attribution) sont à la charge du coordonnateur.

8 – DUREE DU GROUPEMENT

Le groupement est constitué à compter de la date d'effet de la présente convention.

Le groupement est constitué pour la durée du marché.

Le groupement peut, également, prendre fin de manière anticipée, par l'un des cas de résiliation de la présente convention, ou par avenant.

La résiliation ou la non reconduction du marché entraîne la résiliation de la présente convention.

9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Chaque membre du groupement se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires.

Le coordonnateur devra donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant l'opération.

Chaque membre du groupement peut demander à tout moment au coordonnateur la communication de toutes les pièces et documents relatives au marché.

10 - MESURES COERCITIVES - RESILIATION

Si le coordonnateur est défaillant ou ne respecte pas ses obligations, et après mise en demeure infructueuse, chaque membre du groupement peut résilier la présente convention ou procéder au remplacement du coordonnateur dans les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention.

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le coordonnateur. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le coordonnateur doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Il indique enfin le délai dans lequel le coordonnateur doit remettre l'ensemble des dossiers aux membres du groupement.

11 – LITIGES

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à Toulon, le

<p>Pour la Commune de Toulon,</p> <p>L'Adjoint au Maire,</p> <p>Robert CAVANNA</p>	<p>Pour la Métropole TPM</p> <p>Le Président</p> <p>Jean-Pierre GIRAN</p>
--	---

